

COMMISSION EUROPEENNE

COMMUNIQUE

Bruxelles, le 18 juillet 2014

Une nouvelle commissaire chargée de la justice: Martine Reicherts prend ses fonctions au sein de la Commission européenne

À la suite de l'élection de Mme Viviane Reding au Parlement européen, j'ai été désignée par le gouvernement luxembourgeois pour occuper la fonction de membre de la Commission européenne chargée de la justice, des droits fondamentaux et de la citoyenneté. Le Parlement européen a m'a élue le 16 juillet 2014, à la suite d'un échange de vues avec les commissions LIBE, JURI et FEMM à Strasbourg, intervenu le 14 juillet.

Je suis honorée d'être la citoyenne luxembourgeoise qui succédera à Viviane Reding et précédera Jean-Claude Juncker, président élu de la Commission européenne. Je m'engage fermement à œuvrer avec diligence, dans la transparence et un esprit collégial, à la préservation des valeurs fondamentales de l'UE et des droits de ses citoyens.

Au cours des 5 dernières années, la politique de l'UE en matière de justice a fait avancer à grands pas la construction d'un véritable espace européen de justice, au service des citoyens et des entreprises. La Charte des droits fondamentaux a été appliquée dans tous les domaines d'activité de l'UE, et des propositions visant à sauvegarder les droits des citoyens dans les procédures pénales et dans les domaines de la protection des données à caractère personnel et de l'égalité entre les hommes et les femmes dans les entreprises publiques ont mis en évidence l'engagement de l'Union européenne en faveur de ses citoyens. Parallèlement, la Commission a présenté un certain nombre d'initiatives en matière civile et commerciale, dans le but d'aider les entreprises de l'Union européenne à tirer pleinement parti des avantages qu'offre notre marché unique.

De grands progrès ont été accomplis, mais il reste beaucoup à faire. Nous devons poursuivre nos efforts pour faire en sorte que nos réalisations dans le domaine de la justice se traduisent par des avantages encore plus concrets pour les citoyens et les entreprises de l'UE. Ceux-ci doivent être convaincus que leurs droits seront défendus, où qu'ils se trouvent dans l'UE.

Nos valeurs et nos droits fondamentaux sont des biens précieux. Et ils ne vont pas de soi: ils doivent être protégés et défendus jour après jour. Je suis prête à mettre toute mon énergie au service de cette mission. À cet effet, j'entretiendrai la coopération la plus étroite possible avec le Parlement européen et les États membres.

Contacts:

<u>Joshua Salsby</u> (+32 2 297 24 59)

Pour le public: Europe Direct par téléphone 00 800 6 7 8 9 10 11 ou par email

